



LA PAGE D'INFOS DE LA CGT TRESOR DE L'YONNE

N° 2 de février 2008

EDITO

Sommaire :

Les sujets de préoccupation ne manquent pas en ce début d'année 2008, sans être exhaustif citons :

- éditorial
- Première rencontre avec la nouvelle Fondé
- compte rendu CTPL du 31 janvier 2008
- budget effectifs horaires variables ponts naturels
- infos gestion

- **La révision générale des finances publiques (RGPP)** : elle vise essentiellement à accroître massivement le champ des activités privées et lucratives et donc toujours moins d'Etat, moins de services publics, moins de personnels.

- **et dans ce cadre la fusion DGI-DGCP** : aucun syndicat n'a voté le décret de création de la nouvelle direction générale. Pour plus d'infos consultez le dossier complet sur le site national et participez aux heures d'information qui seront organisées par la CGT.

- **les négociations sur le pouvoir d'achat** : pour la CGT le compte n'y est pas, la revalorisation de la valeur du point de 0.5% au 1^{er} mars et de 0.3 % au 1^{er} octobre est notoirement insuffisante et n'assure pas le maintien du pouvoir d'achat pour tous pour 2008. L'action sera à nouveau nécessaire pour faire évoluer la situation .

- **le titre restaurant à 5 euros est une provocation !** les fédérations des finances CGT-FDSU-FO et CFDT invitent les agents à signer la pétition pour sa revalorisation à 7 euros .

- **la retraite** : Les Unions Confédérales de retraités appellent à une journée nationale d'action des retraités le JEUDI 6 MARS 2008 . Les retraités CGT lance une carte pétition . La CGT appelle les salariés du public et du privé à se réunir pour débattre des revendications sur les retraites. Elle propose d'organiser le 29 mars des manifestations dans tous les départements pour que les salariés se fassent entendre (tract disponible sur le site du syndicat) .

CONTACTS

Secrétaire: Alain GUYADER (permanent), tél: 06 32 07 36 03, a.guyader@wanadoo.fr.

Vos nouveaux élus CGT en CAP :

En catégorie C: en AA1 : Karine CARPENTIER (Pont sur Yonne),
en AAP2: Marie Lyse BEURGAUD (Aillant sur Tholon),
en AAP1: Régis HIVERT (Vermenton) et Myriam BONHOMME (Sens Municipale).

En catégorie B: en C2: Nathalie FOURNILLON (Saint Florentin),
en C1 : Sophie NIEWIAROWSKI (Pont sur Yonne) et Bernadette CHANCEL (Auxerre)
en CP ; Mauricette COSTE (Sens Municipale).

Première rencontre avec Armelle BURDY:

Après avoir présenté ses vœux pour 2008, la CGT a souhaité la bienvenue dans l'Yonne à la nouvelle Fondé .

Elle lui a donné quelques précisions sur la section CGT 89 et son fonctionnement avec:

- son secrétariat qui se réunit en fonction des besoins
- son bureau de 14 membres qui se réunit tous les mois
- son journal mensuel régulier
- son site local qui existe depuis plusieurs années
- son secrétaire départemental , par ailleurs permanent et trésorier national du syndicat.

Suite aux résultats des élections montrant une plus grande confiance des personnels dans le département, la CGT a indiqué qu'elle fera siéger les titulaires et les suppléants à chaque CAP, qu'elle utilisera la journée et demi prévue par la charte des bonnes pratiques du dialogue social pour préparer et rendre compte des travaux des réunions.

Elle a demandé que ces droits soient clairement rappelés aux comptaables.

Elle a souhaité qu'à l'avenir les CAP comme les CTPL se réunissent le matin à partir de 9h30 afin de permettre aux camarades de concilier l'ensemble des contraintes notamment familiales .

Elle a rappelé sa demande d'un panneau syndical plus grand à la TG, l'existant ne permettant pas d'afficher correctement le journal.

Puis elle a fait part de son souhait de rapports nouveaux basés sur la franchise, la confiance réciproque même si, du fait de nos rôles différents, nous ne serons pas forcément d'accord.

Dans les débats ont aussi été abordées très rapidement les questions d'horaires variables, de notation et de tableaux d'avancement, de parking à la TG...de l'importance des documents préparatoires aux CAP et CTP.

La Fondé de Pouvoir a pris note de nos demandes et observations pendant cette première heure de réunion qui s'est déroulée dans une ambiance sereine.

En fin de réunion, nous avons précisé que nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur les revendications des personnels du département.

Mauricette COSTE et Alain GUYADER

COMPTE RENDU DU CTPL DU 31 JANVIER 2008

Rappel de l'ordre du jour de ce premier CTPL de l'année 2008:

- budget 2007
- redéploiements d'emplois
- horaires variables
- demande ARTT pour Villeneuve l'Archevêque
- ponts naturels 2008
- questions diverses

Dès l'ouverture du CTPL, la CGT a fait une déclaration liminaire faisant le lien avec l'actualité dans nos services, une semaine après **la journée d'action du 24 janvier 2008**. (vous la trouverez en intégralité sur le site: <http://www.tresor.cgt.fr/89/>)

Dans l'exercice des missions les agents pâtiennent **d'une dégradation de leurs conditions de travail** liée aux baisses d'effectifs, à la poursuite des restructurations, aux dysfonctionnements récurrents d'HELIOS.

Les permanences mises en place par l'administration pour faire accepter les fermetures de trésoreries sont de plus en plus remises en cause par les personnels eux mêmes car la notion de service public n'y a plus de sens.

La CGT a évoqué la lettre signée par tous les agents de Pont sur Yonne qui n'acceptent pas cette dégradation du service public et l'ont fait savoir au TPG.

La CGT s'est félicitée d'avoir permis aux agents de la Trésorerie d'Auxerre d'obtenir la possibilité de récupérations d'horaires sur plages fixes.

Cette année, il est nécessaire de compenser le dépassement de la limite annuelle du temps de travail fixé par décret à 1600 heures. Dans le même état d'esprit, les agents s'inquiètent du devenir **des jours comptables**.

Avec la nouvelle **réforme des mutations**, on constate une baisse du nombre de mouvements au 1er avril , les premières victimes sont ceux qui sollicitent une réintégration suite à congé parental ou à disponibilité.

Plusieurs agents attendent désespérément de partir du département pour se rapprocher de leur domicile ou de leur région, dans le même temps d'autres attendent d'y venir.

En fin d'année, le département comptait **plus de 10 vacances d'emplois**, au 1er avril un contrôleur part et seulement 7 agents arrivent .

Les agents s'interrogent quant au devenir de nos missions avec la fusion , avec la mise en place de la Direction Générale Unique (DGU), des Directions Locales Uniques (DLU), des Services des Impôts des particuliers (SIP)...

Malgré les discours rassurants, c'est une véritable machine de guerre contre la qualité des missions, leurs conditions de mise en œuvre, le développement d'un service public de proximité et de pleine compétence, les conditions de travail des personnels.

La CGT a demandé que les questions suivantes soient inscrites en questions diverses:

- bilan du fonctionnement de l'accueil commun de Tonnerre
- bilan du rachat des jours ARTT dans le département
- point sur l'avancé des travaux des domaines
- les postes spécifiques

bilan de l'exécution du budget 2007

Constats faits par les élus CGT :

- 99.53% des crédits alloués ont été utilisés (voir tableau récapitulatif) .
- Il reste des disponibilités sur 5 des 6 rubriques aux crédits soumis à discussion représentant plus de 178 000 euros d'économies sur le budget initial. Il s'agit de faire entrer le département dans les ratios moyens du groupe 4.
- **en fonctionnement**, le budget initial de 1 486 670 en mars est passé à 1 409 942 , les dépenses atteignant 1 399 175 euros au 3 janvier 2008.
Soit plus de 87 000 euros non dépensés en fonctionnement par rapport au budget initial , essentiellement du à la baisse des frais de poursuites de plus 116 000 euros
- Les **dépenses de 2007** baissent partout sauf en maintenance technique , en informatique fonctionnement , en sécurité et autres dépenses de fonctionnement qui ne sont pas des gros postes.

Puis, après la présentation très détaillée du chef de service logistique , les élus CGT ont posé de nombreuses questions (voir l'intégralité sur le site local) en voici quelques unes avec les réponses de l'administration:

Entretien immobilier:

Nous avons eu les explications sur la diminution de 22 000 euros environ des dépenses au poste entretien immobilier, elle a été portée au poste travaux immobiliers .

Que représentent les 18 526 euros sur la ligne : entretien des bâtiments – locatif - autres travaux d'aménagement?

Réponse :

Il s'agit de sondages et d'essai de chargement de plancher pour Saint Fargeau pour environ 9400 euros, d'étude de solidité du plancher du local archive de Courson pour environ 1800 euros (le poste a fermé au 1/1/08 ! ! !), d'essai de chargement pour Saint Florentin pour environ 7300 euros.

Fournitures:

Peut on avoir une idée des abonnements pris en charge par l'administration pour un budget de plus de 9000 euros?

La liste des abonnements nous a été fournie après le CTPL , nous y trouvons , outre les abonnements aux journaux classiques (le Figaro, l'indépendant de l'Yonne, le Monde, les Echos), aux publications juridiques , liées aux marchés et aux communes, aux JO, au moniteur , les deux abonnements les plus chers suivants : 25 numéros de la revue du Trésor pour plus de 1900 euros et au JurisClasseur administratif pour plus de 1550 euros. L'administration cherche une solution par rapport aux JO.

Maintenance technique:

Peut on nous dire la politique du département en la matière , s'il a été donné suite aux demandes des comptables de contrat de maintenance (par exemple Pont sur Yonne pour la chaudière au gaz.)

Réponse : Il y a un contrat pour Auxerre.

Affranchissement:

Vous nous avez précisé la situation quand à l'audit de la poste : manque des réponses donc relance. Mais peut-on savoir pourquoi pratiquement l'intégralité des disponibilités de 10 766 euros a été portée à ce compte . Ca fait bizarre!

Réponse : C'est volontaire .

Frais de poursuites

Nous nous étonnons de la baisse vertigineuse des frais de poursuites qui passent de 350 000 en 2004 à 37 739 euros en 2007. Est –ce seulement dû à l'appel aux huissiers du Trésor, à l'OTD et la fin des poursuites redevance , ou à des retards de facturation ?

Que représentent les 7500 euros d'honoraires , prestations de service autres que huissiers?

Réponses : L'administration va regarder de plus près , cette situation l'intrigue aussi. La somme de 7 500 euros se rapporte aux versements effectués auprès des témoins d'ouverture de portes, aux serruriers et aux déménageurs.

questions diverses: les contrats d'entretien de nettoyage concernent quels postes? Nous sommes inquiets par rapport aux femmes de ménage.

Réponse: Ils concernent maintenant la TG, Auxerre, Chablis, Joigny, Migennes, Chéroy.

Les déplacements:

Qui est concerné par les dépenses autres, on a notamment près de 19000 euros pour usage de véhicule de personnels et 7000 euros en nourriture?

Réponses : Ces dépenses comprennent les déplacements et la nourriture en rapport avec les dépannages réalisés par le CMIB, les convocations aux tribunaux, tutorat HELIOS, les réunions autres que Journée d'Etudes, les convocations aux commissions d'appel d'offres, les visites auprès des notaires, les visites de postes comptables pour travaux et autres, les permanences, les contrôles de la Redevance .

Charges diverses de transport:

Peut-on nous préciser pourquoi le véhicule qui doit rester dans le département va à Dijon?

Après recherche , il s'avère que le texte de 1996 permet les déplacements hors département mais seulement au chef lieu du département donc à Dijon.

La liste des agents habilités sera vérifiée.

Pour les prestations externes

Les dépenses représentent le triple du budget initial avec près de 37000 euros. Nous y trouvons d'ailleurs plus de 17000 euros de frais de représentation et de manifestation dont près de 15000 de frais de réception. Nous comprenons mieux la réponse un peu agacé du Fondé à notre demande d'éclaircissement sur cet aspect lors d'un précédent CTPL.

Travaux immobiliers:

Lors d'un précédent CTPL , j'avais demandé les plans des travaux de Saint Fargeau, je ne les ai toujours pas . D'ailleurs où en est-on précisément?

Idem pour les domaines?

Réponses :

Pour Saint Fargeau les plans n'étaient pas conformes .

Pour les domaines , l'administration avoue avoir de grosses difficultés avec l'entreprise de plâtrerie , les travaux devraient accuser un retard d'au moins 7 semaines .

L'examen des demandes des postes et des réalisations a amené la CGT à soulever les questions suivantes:

Ancy le Franc: Il semble que le report du loyer d'une année sur l'autre ait encore augmenté cette année , budget initial 9700 euros , dépenses 6333 euros, alors qu'il manquait un loyer dans les dépenses 2006?

Réponse : Il y a bien report d'un loyer .

Brienon: Le poste a réalisé des économies: 4000 sur l'affranchissement et 2000 sur les frais de poursuites c'est peut être la contrepartie de l'augmentation des dépenses de téléphone que vous avez souligné.

Charny: Les agents avaient demandé du mobilier supplémentaire.

Réponse : Effectivement

Joigny: Le poste avait signalé le manque de sécurité dans la partie ajoutée en 1995 et demandé des volets. Les besoins en mobilier de bureau ne semblent pas avoir été satisfaits.

Réponse : Effectivement : l'agent de service s'est rendu dans le poste et a exécuté des travaux de remise en état d'une partie des volets .

Isle sur Serein: Les rideaux installés ne sont pas de bonnes dimensions et n'ont pas été changés.

Réponse : Effectivement

Migennes: La demandes d'uniformisation des appareils téléphoniques n'a pas été satisfaite.

Réponse : Effectivement, vu les coûts cela ne semble pas nécessaire.

Vermenton: Est-ce que les travaux sont finis?

Réponse : oui pour l'implantation de 4 bureaux à l'étage et non pour le reste qui est à voir avec la DPAEP (le ministère)

Chéroy: Où en est-on des suites du diagnostic pour le chauffage?

Réponse : Le maire n'a pas encore engagé de travaux malgré le courrier du TPG .

Pont sur Yonne: Un contrat d'entretien a-t-il été conclu pour la chaudière à gaz?

Réponse : Non

Sens Agglo: Le changement des fenêtres est-il vraiment programmé pour 2008 , est ce cela qui coûtera 112000 euros?

Réponse : Oui , mais avec un coût moindre d'environ 30 000 euros

Paierie Départementale: Il y a une demande de tapis pour boucher les trous et permettre aux fauteuils de bouger.

Réponse : Nous avons effectivement cette demande, un devis sera demandé pour refaire la moquette en partenariat avec le CHS.

Globalement , les postes fermés coûtent encore 35 300 euros au budget dont 30 500 euros de loyers.

La CGT est aussi intervenue sur les documents fournis par rapport au CHS pour apporter quelques précisions.

Elle a demandé si, suite à l'exercice d'évacuation du 6 décembre 2007, la société CHUBB SECURITE était venue comme convenu début janvier pour vérifier que l'alarme se déclenche dans toutes les parties du bâtiment ?

Réponse : visite prévue prochainement

Poste budgétaire	dépenses 2006	budgets initial 2007	dépenses 2007	budgets initial 2008
Fluides	121 319	123 153	111 670	118400
Nettoyage	70 947	62 168	62 233	62537
Imprimés	27 162	25 040	18 848	21326
Fournitures	119 690	119 519	105 745	118821
Entretien immobilier	40 601	23 000	33 856	23200
Maintenance technique	21 054	34 010	26 385	33900
Télécommunications	68 256	63 600	67 037	67040
Informatique fonctionnement	24 167	30 000	98 051	90000
Affranchissement	519 035	513 560	482 809	504500
Locations immobilières	277 883	274 546	269 288	284482
Frais de poursuites	98 715	154 074	37 739	89925
Sécurité fonctionnement	41 532	44 000	46 399	46200
autres dépenses de fonct	32 310	20 000	39 114	40000
Sous total fonct courant	1 462 671	1 486 670	1 399 174	1 500 331
Frais de déplacement	199 229	127 461	172 280	170000
Charges diverses de transport	12 992	11 000	15 887	15000
Prestataires externes	25 832	12 000	36 831	20000
Travaux immobiliers	898 288	182 339	511 182	212066
Matériel logistique	42 132	10 000	25 923	20000
Matériel informatique	57 571	118 784	93 782	50081
Mobilier	76 427	12 670	46 347	12000
Réserve	0	36 803	0	41693
Total général	2 775 142	1 997 727	2 301 406	2 041 171

Vote sur le budget 2007:

La CGT a voté contre car elle refuse de voter pour un budget qui n'a pas permis de financer l'intégralité des demandes des postes et surtout par principe puisqu'il est financé par les suppressions d'emplois.

BOP 2008

La CGT avait demandé le report de l'étude du BOP 2008 qui n'était pas prévu à l'ordre du jour. Compte tenu du départ prochain du chef de service logistique, qui connaît et a préparé le travail, nous avons accepté d'en débattre, sans que cela remette en cause notre opposition liée au financement par les suppressions d'emplois.

Elle a indiqué qu'elle souhaitait la communication de l'intégralité des demandes formulées par les comptables. Celles-ci sont en effet indispensables à la compréhension des questions budgétaires par les représentants des personnels et au suivi des demandes des comptables.

le budget 2008

Pour la CGT le montant du budget initial (voir tableau précédent) semble présenter une augmentation par rapport à 2007 d'un peu plus de 43 000 euros mais en fait cela n'est dû qu'à une augmentation de 54 000 euros des dotations (frais de poursuites + 11337, taxes foncières + 19533 et frais de changement de résidences + 23134) et de 17443 euros pour les domaines.

Par contre la dotation informatique baisse de 8703 euros et la réserve LOLF augmente de 2 à 3 %.

En fait avant les dotations et après les réserves LOLF en 2007 on avait 1 840 143, en 2008 on a 1 820 843 **soit - 19300 euros**

En fonctionnement il semble globalement suffisant puisque supérieur aux dépenses de 2007 d'environ 100 000 euros. Mais c'est bien sûr au détriment des autres lignes budgétaires de charges communes et d'achats.

Nous nous sommes étonné du peu de demande de mobilier en dehors d'Avallon, de l'absence de demande de matériel logistique et informatique.

Nous avons renouvelé nos demandes de micro portables pour les agents de l'équipe de renfort et pour les deux syndicats, d'un accès intranet pour les agents contractuels dans les postes où ils exercent, d'une rallonge pour la table du local syndical et d'agrandissement du panneau syndical notamment pour la partie syndicale.

Nous y reviendrons en détail quand nous aurons les courriers des comptables dans le cadre d'un prochain CTPL.

NB : les portables ont été livrés au local syndical !

Vote sur le budget 2008 : vote contre de la CGT car nous refusons de voter un budget insuffisant, financé par les suppressions d'emplois.

Redéploiements des emplois

ORE : 970 emplois supprimés en 2008 !

6 EMPLOIS EN MOINS DANS L'YONNE !

Conformément aux décisions de la DGCP, les documents préparatoires faisaient état de la création d'un emploi de RP chargé de mission spécial, de + 4 emplois de B et – 10 emplois de C .

Donc malheureusement, le CTPL se réunissait pour décider de 6 nouvelles suppressions d'emplois de B et C. C'est vraiment très loin de la prise en compte nécessaire des besoins des postes et des services.

Pour la CGT les suppressions d'emplois remettent en cause les ambitions affichées par l'administration y compris dans ses propres documents (contrat pluriannuel de performance, projets annuels de performances)

Au sein de la dépense publique, ce sont les dépenses de personnel qui sont essentiellement visées. Et au nom d'une soi-disant exemplarité pour l'ensemble des ministères, le MINEFI est toujours et encore concerné par ces réductions massives d'emploi, au regard de ses effectifs.

De plus, l'annonce de la fusion n'est pas sans inquiéter les personnels sur les nouvelles charges prévisibles sans effectifs supplémentaires.

Nous avons rappelé que l'ORE ne prend pas en compte les charges nouvelles qui pèsent sur les services (PVFI , les contrôles qualité, la prime à la cuve, l'adaptation aux nouvelles applications informatiques ...) ni les pertes réelles de productivité (retour des centres d'encaissement, passage à Hélios, etc..).

Les résultats sont sans surprise pour la CGT. Depuis sa création, nous n'avons cessé de dénoncer l'ORE, outil qui n'a pour objectif que de répartir les suppressions d'emplois entre les départements sans mesurer les charges de travail ou les besoins du réseau.

Dès lors, l'exercice annuel de l'ORE, sous couvert d'impartialité et de rigueur, est, avant tout, celui de la justification de la décision politique de suppressions d'emplois dans le réseau.

On le voit concrètement avec **les chiffres du département**, c'est la mission recouvrement qui est clairement impactée par les suppressions d'emplois.

Pour 2008, c'est ainsi quasiment 800 emplois qui sont touchés. Les craintes que nous avons à de nombreuses reprises exprimées ici ne peuvent qu'être renouvelées : derrière ces suppressions, c'est l'ensemble de la mission et donc les trésoreries ayant une activité recouvrement qui se trouvent plus particulièrement fragilisées.

Cette situation conduit à un décalage toujours plus grand entre l'administration qui considère que nous sommes d'ores et déjà trop nombreux pour exercer nos missions et des agents qui constatent au quotidien la dégradation de leurs conditions de travail et la difficulté croissante de répondre à l'ensemble des besoins réels des usagers.

La CGT a fait quelques observations générales sur les résultats du département publiés sur Magellan :

L'ORE baisse pour **22 postes** avec globalement – **4,66** pour l'ensemble des postes (l'année dernière c'était une baisse de -2,13) .

Pour la TG la hausse est de 0,59 contre -1,34 en 2007.

Nous n'avons reçu aucune information sur l'utilisation de l'équipe de renfort en 2007, malgré notre demande alors que les postes participent à la création des 12 emplois de l'équipe de renfort.

Nous n'avons aucun élément sur l'absentéisme dans le département. Si on reprend la moyenne des années passées , il faudrait pour le département **créer plus de 20 emplois** pour couvrir celui ci .

Nous n'entrerons pas dans un débat qui conduirait à déshabiller Pierre pour habiller Paul, tous les postes et services manquent de personnels pour assumer toutes leurs missions .

On ne parle plus de charge de travail et des effectifs nécessaires pour le faire, mais de répartition de la pénurie , ainsi les postes et services vont de priorité en priorité , d'objectifs en objectifs, puis avec la fusion et le rapport ATTALI sûrement dans le mur !

Vous trouverez ci-après les modifications des emplois implantés proposées par l'administration dans les postes :

	ore 2005	ore 2006	ore 2007	diff 07 /06	impl 2007	impl 2008	Diff 08 /07
Aillant / Tholon	4,15	4,05	3,75	-0,30	4	4	1B - 1 C
Ancy le Franc	3,44	3,54	3,30	-0,24	4	3	- 1 C
Auxerre	12,54	12,10	21,57	9,47	19	20	+ 1 B
Auxerre E H	15,27	14,65	14,20	-0,45	13	13	1B - 1 C
Avallon	10,49	10,00	13,13	3,13	11	12	+ 1 B
Bléneau	4,74	4,73	3,86	-0,87	5		
Saint Fargeau						9	- 3 C
Brienon	4,04	3,76	2,80	-0,96	2	2	
Chablis	6,14	6,15	5,91	-0,24	6	6	
Charny	2,90	2,66	2,56	-0,10	3	3	
Courson	4,27	3,87	3,89	0,02	4		
L'Isle sur Serein	3,89	3,93	4,00	0,07	4	4	1B - 1 C
Joigny	10,30	10,51	10,26	-0,25	10	10	
Migennes	7,22	6,74	6,49	-0,25	7	6	- 1 C
Saint Florentin	5,41	5,20	5,81	0,61	7	7	
Saint Sauveur	3,06	3,17	3,10	-0,07	3		
Seignelay	2,11	2,18		-2,18			
Tonnerre	10,91	11,05	9,65	-1,40	10	9	- 1 C
Toucy	6,12	6,10	5,92	-0,18	6	6	
Vernanton	5,55	5,44	5,83	0,39	6	7	+ 1 C
Vézelay	2,88	2,68		-2,68			
Auxerre Banlieue	6,95	6,78		-6,78			
Paerie Dépt	11,45	12,53	13,40	0,87	11	12	+ 1 C
Cerisiers	1,45	1,41		-1,41			
Chéroy	3,63	3,63	3,24	-0,39	4	3	- 1 C
Pont sur Yonne	7,22	7,72	7,07	-0,65	7	7	
Sens Agglo	12,22	11,27	11,00	-0,27	10	10	
Sens Municipale	14,87	15,66	15,13	-0,53	14	14	
Sergines	2,72	2,78	2,70	-0,08	3	3	
Villeneuve l'Arch	1,96	1,90	3,15	1,25	3	3	
Villeneuve/Yonne	5,93	5,51	5,32	-0,19	6	5	- 1 B
total	193,83	191,70	187,04	-4,66	182	178	
Auxerre après fusion		21,06	21,57				
Avallon après fusion		12,68	13,13				
Antenne Brienon		2,28	2,80				
Saint Florentin après fusion		6,68	5,81				
Villeneuve l'Archevêque après fusion		3,31	3,15				
Saint Fargeau après fusion au 1-1- 08			9,49				
Vernanton après fusion au 1-1-08			7,21				

Pour la TG , l'administration a proposé – 1 C au service de la dépense et +1 B – 1 C au service DSF.

Pour l'ERD , c'est une suppression d'un emploi de catégorie B.

Récapitulation :

	ORE 2005	ORE 2006	ORE 2007	différence 2006/2005	Emplois implantés en 2008
POSTES	193,83	191,70	187,04	-4,66	178
TRESORERIE GENERALE	49,25	47,91	48,50	0,59	46
ERD-ERR					11
paramètres transversaux	1,81	1,17	-0,43	-1,60	
TOTAL DEPARTEMENT	244,89	240,78	235,11	-5,67	235

LE VOTE :

Les représentants C.G.T. ont voté contre les propositions de la direction locale sur les redéploiements d'emplois et les suppressions car :

- ils refusent la logique de l'O.R.E., qui, comme son nom l'indique, n'évalue pas la charge de travail mais répartit un volume d'emplois disponibles en constante régression.
- ils ne cautionnent pas les nouvelles conséquences de l'ORE qui accroîtront les difficultés déjà rencontrées par les postes et services.

HORAIRES VARIABLES ET ARTT

La CGT a fait un bref rappel historique avant d'insister pour que les agents puissent enfin bénéficier des récupérations et éviter les nombreux écrêtements.

Ainsi huit postes vont enfin pouvoir bénéficier des horaires variables avec récupération sur plage fixe :

Brienon et Saint Fargeau : après renseignement au sujet de la période de plage fixe (par mois ou par quinzaine)

Aillant, Auxerre, Chéroy et Vermenton.

Saint Florentin après le 1^{er} mars et l'arrivée de la nouvelle comptable, avec un nouveau protocole qui devra être signé par les agents.

Pont sur Yonne : après nouveau contact par l'administration avec le poste au sujet du nombre de récupérations. La CGT a soutenu la position votée par les agents de 2 plages fixes par mois permise par les textes..... à suivre

La modification du protocole ARTT de **Villeneuve l'archevêque** a été adopté , la CGT a souligné la demande des agents d'horaires variables, ils seront consultés.

ponts naturels 2008 et 2009

L'administration a décidé, sans consulter les personnels comme le demandait la CGT, sans savoir si les autres services fermaient (DGI, BDF, préfecture, éducation nationale....) de fermer l'ensemble des postes pour l'ensemble des ponts 2008 soit :

- le vendredi 2 mai 2008
- le vendredi 9 mai 2008
- le lundi 10 novembre 2008
- le vendredi 26 décembre 2008
- le vendredi 2 janvier 2009

La CGT a souligné que l'administration obligeait tous les agents à prendre des jours ARTT à des dates imposées , qu'ils n'auraient pas forcément choisi au regard de leurs situations personnelles et sans leur avoir demandé leur avis sur chacun des jours.

Nous avons aussi attirer l'attention de l'administration sur :

- les 5 jours de fermeture au public consécutifs entre le jeudi 8 mai et lundi de pentecôte , que ce dernier jour soit de nouveau férié n'y change rien.
- les postes à 37h sur 4,5 jours (fermeture le vendredi après midi): voter tous les ponts réduits de 6 à 2 le nombre de jours ARTT librement utilisables.

Suite au débat, la direction a indiqué qu'elle prendrait l'avis des agents de Chablis et des postes qui ont peu de jours ARTT.

Pour terminer la CGT a dénoncé le manque de dialogue social dans l'affaire de la suppression des jours comptables . En effet, une loi qui abroge les textes instituant les jours comptables a été votée en catimini en décembre 2007. Nous attendons les explications de la direction.

questions diverses posées par la CGT

- Nous souhaitons qu'un bilan nous soit dressé sur le fonctionnement de l'accueil commun de Tonnerre par les deux administrations .
- Nous aimerions avoir un bilan complet et détaillé du rachat des jours ARTT dans le département à ce jour : il nous sera fourni .
- Nous avons obtenu un point détaillé sur l'avancement des travaux pour le service des domaines : l'administration a reconnu 7 semaines de retard suite à la défaillance d'une entreprise et espère une fin des travaux pour fin mars . A suivre
- Les postes spécifiques : nous condamnons la transformation de fond du mouvement spécifique en mutation sur postes spécifiques , donc avec un certain risque de choix au profil.
- Nous aimerions savoir si la campagne notation 2008 est commencée et si la transparence sera enfin pratiquée dans le département.
- Nous renouvelons la demande de groupe de travail sur l'ERD sur l'application de la lettre DGCP , les débats d'aujourd'hui en montrent l'utilité .

Pour la première fois (à notre souvenir) le CTPL a duré toute la journée , permettant ainsi aux représentants du personnel de s'exprimer pleinement sur chacun des points, bien sûr nous ne donnons qu'un avis , seul le rapport de force peut modifier le cours des choses , mais c'est tout de même mieux d'avoir le temps d'y exposer notre point de vue. A remarquer aussi que nous avons eu de nombreuses réponses à nos questions très rapidement après le CTPL et même à la reprise pour certaines.

Siégeaient pour la CGT :

Carine RIGNAULT et Alain GUYADER (titulaires)
Mauricette COSTE et Régis HIVERT (suppléants)

INFOS :

- Calendrier du mouvement de mutations au 1er septembre 2008 :

La date limite pour le dépôt des demandes de mutation à titre prioritaire et de réintégration est fixée au : 7 avril 2008

Envoyez une copie de votre dossier au SNT CGT pour que les élus puissent intervenir pour votre inscription sur les tableaux aux CAP des 28 et 29 novembre.

La date limite pour l'annulation des demandes (de mutation pour convenance personnelle ou prioritaire et de réintégration) est fixée au : 27 mai 2008 .

- **jeudi 27 mars 2008** : Conseil National de l'Action Sociale

- **mardi 15 avril 2008** : Comité Technique Paritaire Ministériel

Pour recevoir régulièrement toutes les informations

directement et rapidement par intranet, il suffit de remplir le questionnaire ci-joint et de le retourner à Alain Guyader à la TG :

NOM

PRENOM

AFFECTATION

accepte de recevoir des informations de l'organisation syndicale ci-dessus dans la boîte électronique suivante: @cp.finances.gouv.fr

les envois pourront cesser sur simple demande de ma part.

Fait à

le

BULLETIN D'ADHESION



Solidaire, pas solitaire : c'est ça le Syndicat CGT

Alors, je me syndique...

Nom :

Prénom :

Affectation :

Grade :

Indice :

Date :

déclare adhérer au Syndicat National du Trésor CGT.

Signature :